



Communiqué de presse

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Drew Sample, d.sample@cgiar.org, +1 (202) 862-8173
Hawa Diop, h.diop@cgiar.org, +25884892002

Rapport : Les pratiques d'agriculture intelligente face au climat aident les petits exploitants à faire face aux conditions météorologiques extrêmes qui menacent l'agriculture africaine et doivent être intensifiées d'urgence

- L'adoption massive des pratiques d'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) en Afrique sub-saharienne (ASS) a un effet positif sur la production agricole, à savoir : la réduction des prix et une baisse du nombre de personnes exposées à la faim et la malnutrition.
- L'efficacité des pratiques d'AIC dépend de leur taux d'adoption et des ajustements au changement climatique à travers tous les systèmes agricoles et alimentaires.
- Des politiques permettant la multiplication des partenariats public-privé sont nécessaires pour faciliter les investissements et l'adoption des pratiques et des technologies d'AIC.

Maputo, le 25 octobre 2017 : L'augmentation des températures, les changements des schémas pluviométriques et l'augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes, sont autant d'éléments susceptibles de ralentir les progrès vers la stimulation de la productivité des systèmes agricoles et d'élevage et l'amélioration de la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne, selon le [Rapport 2016 sur les tendances et perspectives annuelles](#) publié aujourd'hui. De plus en plus de preuves indiquent que le changement climatique pourrait représenter une menace majeure non seulement pour l'agriculture africaine mais aussi pour les objectifs de réduction de la pauvreté, d'élimination de la faim et autres objectifs de la Déclaration de Malabo. Ce rapport montre comment l'AIC peut aider à relever les défis interconnectés des moyens de subsistance, de la sécurité alimentaire et du changement climatique.

Selon Shenggen Fan, Directeur Général de [Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires \(IFPRI\)](#), « au fil des ans, le monde connaît de plus en plus d'événements climatiques extrêmes qui menacent de ralentir les progrès vers l'augmentation de la productivité agricole et la réduction de la faim et de la malnutrition, en particulier parmi les petits exploitants agricoles en Afrique ». « D'où la nécessité d'un cadre intégré pour faire face à cette menace multiple. Je suis convaincu que l'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC), avec son approche multidisciplinaire, offre un outil intégré pour relever les défis et répondre aux futures demandes en sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte du changement climatique. »

Des données probantes du rapport – publié par le [Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances](#) (ReSAKSS) – suggèrent qu'une adoption généralisée des pratiques d'AIC peut avoir des effets positifs sur la production alimentaire et sur toute la production agricole, à travers une réduction des prix et une baisse du nombre de personnes exposées à la faim et du nombre d'enfants de moins de cinq ans exposés à la malnutrition.

Certes, la production de céréales devrait doubler en ASS d'ici le milieu du siècle ; mais elle connaîtra tout de même une baisse d'environ 5 pour cent en raison de l'impact négatif du changement climatique. De

plus, sous l'effet du changement climatique, 38 millions de personnes supplémentaires, la plupart en Afrique, devraient être exposées à la faim en ASS en 2050.

Le présent rapport examine la contribution de l'AIC aux objectifs de la Déclaration de Malabo en faisant le bilan des connaissances actuelles sur les effets du changement climatique ; en révisant les preuves existantes sur l'efficacité de diverses stratégies d'AIC ; et en discutant des pratiques et des outils de l'AIC permettant de développer des politiques et programmes basés sur des preuves. Les experts agricoles dans plusieurs pays africains ont exprimé leur soutien à l'adoption des stratégies et des pratiques d'AIC.

« Ce rapport majeur nous a aidé à améliorer notre compréhension de l'Agriculture Intelligente face au Climat et nous nous engageons à aligner nos systèmes d'éducation et de recherche en vue de renforcer les compétences des petits exploitants agricoles afin qu'ils utilisent adéquatement les pratiques d'AIC. J'encouragerai mes collègues africains à faire de même. » Déclaration de M. José Condugua Pacheco, Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire du Mozambique.

Selon le rapport, l'adoption de l'AIC augmente de manière significative à la fois les rendements agricoles et les exportations nettes et participe de manière essentielle à l'atténuation des risques liés au climat en matière de production agricole et de sécurité alimentaire.

Pour assurer l'efficacité de l'AIC, le rapport recommande une série d'actions de politique pour une adoption et une mise en œuvre généralisées. Ces actions incluent : des programmes liés à l'AIC pour les agents de vulgarisation ; des politiques et des stratégies de renforcement des capacités entrepreneuriales des petits exploitants agricoles ; des installations de stockage et des conditions favorisant la création de marchés réactifs pour les chaînes de valeur locales ; des paiements pour les services d'écosystème ; des programmes étendus de gestion des risques en agriculture, y compris les mécanismes formels d'assurance tels que l'assurance basée sur un indice météorologique ; des partenariats public-privé pour faciliter les investissements nécessaires en termes de pratiques et technologies d'AIC.

Globalement, les conclusions du rapport suggèrent que les pratiques d'AIC peuvent contribuer à augmenter la résilience face au changement climatique. Des recherches supplémentaires sont cependant nécessaires pour développer des méthodes fiables et peu coûteuses permettant de contrôler la réduction des émissions et les changements dans l'utilisation des terres, sans oublier les compromis et les synergies à travers différents résultats de développement.

« Il existe des opportunités pour l'augmentation des partenariats public-privé qui facilitent l'accès aux technologies d'agriculture intelligente face au climat pour les petits exploitants agricoles. Nous devons les exploiter. Pour de meilleurs résultats, en plus des partenariats avec le secteur privé, les politiques et programmes d'AIC devront prendre en compte les interconnexions entre le genre, le changement climatique, l'agriculture et la nutrition » déclare Mme Josefa L. C. Sacko, Commissaire à l'Economie Rurale et à l'Agriculture de la Commission de l'Union Africaine.

Le rapport a été publié lors de la [Conférence Annuelle 2017 du ReSAKSS](#) à Maputo, Mozambique. La conférence est organisée par l'IFPRI en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine.

Consultez le rapport complet sur le site web du ReSAKSS : www.resakss.org.

###

Notes de l'éditeur :

L'AIC renvoie à un ensemble de pratiques qui visent à atteindre trois objectifs étroitement liés : augmenter de manière durable la productivité agricole ; s'adapter au changement climatique ; et atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Les objectifs de l'AIC contribuent directement à atteindre les objectifs

de la **Déclaration de Malabo de 2014**, lesquels incluent les engagements pour : éliminer la faim en Afrique d'ici 2025 ; diminuer de moitié la pauvreté d'ici 2025 à travers la croissance et la transformation agricole inclusives ; et augmenter la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production face à la variabilité du climat et autres risques climatiques. Ces connexions soulignent l'importance d'inclure l'AIC dans les plans nationaux et régionaux pour atteindre les objectifs de développement généraux en Afrique, et, plus spécifiquement, pour améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté.

Le **Système Régional d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances** (ReSAKSS) participe à une mise en œuvre efficace du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) en fournissant des données politiques pertinentes ; en facilitant le dialogue parmi les intervenants ; en suivant les progrès dans l'examen des objectifs ; et en renforçant les processus de responsabilisation mutuelle aux niveaux continental, régional et national. Il est facilité par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine (CUA), l'Agence de Planification et de Coopération du NEPAD (APCN), les principales communautés économiques régionales (COMESA, CEDEAO et SADC) et trois centres CGIAR basés en Afrique (IITA, ILRI et IWMI). Pour plus d'informations sur le ReSAKSS et la Conférence Annuelle 2017, consultez les sites suivants : www.resakss.org et www.conference.resakss.org

L'**Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires** (IFPRI) recherche des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté. L'IFPRI a été établi en 1975 pour identifier et analyser des stratégies et des politiques alternatives, aux niveaux national et international, permettant de répondre aux besoins des pays en développement, avec un intérêt particulier accordé aux pays à faibles revenus et aux groupes les plus pauvres dans ces pays. Consultez le site www.ifpri.org